

tants, de façon à pouvoir discuter avec le gouvernement et essayer de trouver une solution.

Il est clair que le gouvernement n'a pas réussi à trouver une solution, mais il est aussi clair que les partis de l'opposition, qui le critiquent, ne possèdent pas de solution miracle. Compte tenu de tout cela et de l'intérêt que nous devons porter à la société, je crois qu'il serait opportun et pressant de s'entendre sur des objectifs communs non pas pour sauver le gouvernement, mais la population du Canada.

Je ne voudrais nécessairement pas critiquer le gouvernement et lui faire des reproches, car je pense que trop de députés l'ont fait dans cette enceinte. Je voudrais rappeler au gouvernement qu'on a demandé, de temps à autre, l'adoption de mesures susceptibles de remédier au chômage. Il existe actuellement une loi qui a pour objet de soutenir l'emploi au Canada. Je pense que cette loi, qui dispose de crédits de 80 millions, se limite à maintenir l'emploi au Canada et, par le fait même, ne pourra peut-être pas apporter de correctif au chômage.

Je crois que cette mesure nous force à rester sur la défensive. Les difficultés économiques, je le répète, se retrouvent à travers le monde entier. Je crois que notre attitude est négative à cet égard.

Il aurait peut-être été opportun de considérer, il y a déjà un an, la suppression de la taxe de vente de 11 p. 100 sur les matériaux de construction, étant donné ses conséquences sur le domaine de la construction. Cela aurait certes été intéressant, si l'on tient compte du chômage qui existe actuellement.

On a aussi parlé, à maintes reprises, de la suppression éventuelle de la taxe fédérale de vente de 12 p. 100. A-t-on aussi songé sérieusement, dans le contexte actuel, à fixer l'âge de la retraite à 60 ans, ce qui serait de nature à procurer à une génération plus jeune de 300,000 à 400,000 emplois? Bien sûr, il faudra penser à augmenter la pension de sécurité de la vieillesse des gens âgés de 60 ans ou plus. Quant à ceux qui seraient tentés de me demander où nous prendrons l'argent, je peux leur répondre que le chômage nous coûte suffisamment cher. Il s'agirait peut-être de penser à effectuer un transfert de fonds pour donner des vacances—je le répète—à des gens qui le méritent et des emplois à une génération qui n'attend que cela. A-t-on sérieusement songé à l'établissement de l'âge de la retraite à 60 ans? J'aimerais que les responsables du gouvernement nous disent pourquoi on n'agit pas plus vite en ce sens-là.

A-t-on de plus songé à l'établissement de projets qui tiendraient compte des services publics et qui seraient de nature à bénéficier à la société? De tout façon, avons-nous songé à la réalisation de certains projets, tant au niveau fédéral que provincial, ce qui entraînerait une utilisation plus grande de matériaux et ce qui serait un stimulant pour l'industrie.

Il faudra, bien sûr, considérer la possibilité d'émettre des crédits nouveaux à des taux d'intérêts plus convenables que ceux que nous connaissons. Nous nous devons de songer sérieusement à établir une politique, compte tenu de l'intérêt de la société, compte tenu du mieux-être que nous avons la responsabilité de procurer à la population canadienne.

Je dis cela parce que je veux rappeler au gouvernement ses responsabilités, et ce avec une intention bien précise. Je pourrais, comme bien d'autres, me contenter d'accuser le gouvernement de n'avoir pas réussi, mais je

devrais alors, pour être honnête, accuser les gouvernements de tous les pays qui se heurtent aux mêmes difficultés que les nôtres, ce qui serait une politique très négative.

Pour avoir une idée plus juste de ces mesures, je pense que nous devons de nouveau nous en remettre aux spécialistes et ne pas avoir peur. Je pense que le gouvernement se doit d'être honnête avec la population, la sensibiliser aux difficultés actuelles et reconnaître qu'il n'a pas la solution miracle. Cela n'est ni un défaut ni un crime. Je crois que c'est l'honnêteté que la population attend, et elle reconnaît depuis longtemps que le gouvernement n'a pas trouvé la solution nécessaire.

Maintenant, je dois répéter que les propositions faites par les partis de l'opposition n'étaient pas plus brillantes et que nous n'avons pas prouvé non plus que nous possédions la solution miracle.

Je crois que nous devons sérieusement songer à convoquer cette réunion au sommet dont j'ai parlé tantôt, réunion où nous pourrions retrouver un bon nombre de Canadiens intéressés à servir leur pays en donnant des conseils judicieux aux responsables de la situation actuelle.

Et j'ose croire qu'en dehors du Parlement, compte tenu de l'expérience des industriels, des hommes d'affaires, des économistes, des patrons, des ouvriers, des syndicalistes, on doit s'asseoir à la même table et rencontrer les ministres responsables pour essayer ensemble de trouver une solution.

Le gouvernement ne devrait pas hésiter à reconnaître son incapacité de régler la situation économique que nous connaissons. Ce serait, je pense, très flatteur pour la population canadienne, et ce serait aussi la sensibiliser à des difficultés qui ne sont pas faciles à régler.

On ne doit pas se leurrer. Je ne pense pas que l'on doive se limiter à critiquer le gouvernement, et je ne pense pas que, dans le contexte actuel, on aille jusqu'à penser qu'il faut absolument travailler de façon à nuire au gouvernement, bref, lui faire connaître une défaite, quand on sait parfaitement bien que cela serait payé par tous les Canadiens.

Tous les députés sont conscients des difficultés que nous connaissons; ils sont aussi conscients de ce que cela peut coûter aux Canadiens. Ils sont désireux de procurer un mieux-être à la population canadienne.

J'aimerais, par ces quelques propos, simplement sensibiliser tous les députés et inviter le gouvernement à faire des efforts inouïs pour sensibiliser la population à ces difficultés. Il ne faut pas hésiter à lui faire comprendre que le gouvernement est lui-même en difficulté devant ces problèmes. Il ne faut pas hésiter à rallier autour du gouvernement tous les spécialistes et tous ceux et celles qui peuvent, par certains conseils, l'aider à trouver une solution. A ce moment-là, on pourra dire que le Parlement a vraiment tenté de régler un problème qui affecte toute la population canadienne. Cette dernière, étant mieux sensibilisée, ayant eu la preuve que le gouvernement et les parlementaires ont été vraiment objectifs et honnêtes envers elle, pourra véritablement agir d'une façon commune et prendre une décision qui peut être difficile.

Je sais qu'on essaie d'éviter des guerres tarifaires, douanières entre les pays. C'est probablement souhaitable. Il est clair que le gouvernement canadien aura des décisions sérieuses à prendre dans le contexte actuel.